

CLUB DES LEADERS,

22 juin 2015, Beau-Rivage, Genève

INTRODUCTION

Remerciements Jean-Sébastien, Claudia Robine, Club des leaders (puissant réseau international, personnalités tous domaines, Genève Gstaad Monaco Londres Luxembourg)

Heureux à l'idée revivre l'esprit de Genève (12 ans direction SBS Genève)

But *La Crise ? Quelle crise ?* (essai)

demande des Editions Slatkine

deux parties *analyse, chronologie*

ENJEU

Point de vue technique :

crise financière par sa nature et les remèdes engagés

Point de vue global (humaniste)

2007 - à ce jour, crise de *liquidités*, crise de *confiance*,

qui impacte *économie, sociétal, politique, culture, existentiel, spirituel*

Thèse un nouvel ordre, inédit, volatile, de nature financière, nous adapter (non-retour Trente Glorieuse, Grande Modération)

Enjeu la *confiance* (individus, collectif), *culture, identité* judéo-chrétiennes, *acquis* de trois à cinq mille années (matrice égyptienne), *prospérité* de la *maison* au sens premier de l'économie, une conception du *savoir-faire* et du *savoir-être* (un humanisme, le nôtre)

IDENTIFIER REPÈRES

chômage stable : zone euro 11 %, 20 millions, avant tout jeunes 23 %, plus de 5 millions, génération sacrifiée, intergénérationnel idem, omerta politique (EU 25 millions)

Crise : *krisis*¹, *avoir et faire jouer la faculté de se forger une opinion personnelle, contester, distinguer, trier, juger, séparer et agir en conséquence.* Tension gravité du mal sous-jacent, *capacité* et *responsabilité* d'un jugement, *urgence* d'un engagement, le tout au niveau *individuel*.

Le message est que la crise en général est une perception aussi vieille que l'humanité. La crise est inhérente à son évolution. Elle est la phase qui expose, teste et met en valeur ce qui fait que l'homme est homme : conscience, libre-arbitre, responsabilité, engagement. L'enjeu de la crise est la survie dans une évolution compétitive. L'Occident a construit ses valeurs notamment sur la faculté de se forger une opinion individuelle et d'engager sa responsabilité personnelle dans l'action qu'elle commande.

*Se forger une opinion personnelle équivaut à entrer en crise, à avoir le courage de la gérer, et que cette démarche est essentielle à la dignité de la personne et du collectif de référence.*²

¹ Grec ancien

² BRANDT Jean-Marie, *La crise ? Quelle crise ?*, Genève, Editions Slatkine, 2015

Paradoxe *Para-doxos*³ : à côté, contraire à l'enseignement habituel

Toute crise se présente comme un paradoxe. Entrer dans le paradoxe, c'est se donner une chance de comprendre quelque chose qu'on ne peut saisir en direct, parce que ce quelque chose est trop nouveau, trop compliqué, un peu mystérieux. Entrer dans le paradoxe, c'est contourner l'obstacle pour le prendre à revers. C'est aussi changer ses habitudes, se remettre en question, se donner une chance de s'adapter au changement.

Le paradoxe de la crise tient dans l'équilibre ou l'ordre nouveau, dont l'instabilité est la nature. La raison est que cet ordre nouveau est de nature financière et que la finance est par nature instable, volatile, capricieuse, démesurée. Elle se nourrit de la chaotique en multipliant à l'infini ses accidents. Les ordres de stabilité des Trente Glorieuses et de la Grande Modération, qui ont prévalu de 1945 à 2007, sont de nature économique. Articulés sur l'axe d'une croissance moyenne entrecoupée de crises, ils ont conduit en Occident, sinon à un mieux-être, au moins au mieux-vivre général de la prospérité (bonheur ?).⁴

Opinion

au fondement identité, dynamique culture occidentale ou judéo-chrétienne :

lien corrélatif (tension) *religion-culture* 5000 ans

économie- culture - religion 18 - 19^{ème}

économie - culture seconde moitié 20^{ème}

économie - finance 1970

finance - culture 2007

Conclusion

En cause : l'acquis judéo-chrétien de la mise en valeur de la personne libre-arbitre, opinion, éthique, responsabilité individuelle et collective, cœur de notre identité

LES XII PARADOXES DE LA CRISE DE 2007 EN 3D

I- Croissance *versus* crédit *subprime*

Avant la crise

- *croissance* ou pôle de lecture économique d'une prospérité à long terme (confort ; bonheur ?) versus crédit *subprime* ou pôle de lecture de l'instrumentalisation par la finance de la croissance (quantitative à court terme)

Pendant la crise

- croissance *qualitative* (naturelle, économique) ou pôle de développement *culturel* d'une société (de la maison de vie) versus croissance *quantitative* (artificielle, financière) ou pôle de développement volatil à court terme d'une minorité (de la maison finance)

Après la crise

³ Grec ancien

⁴ Ibid.

Le paradoxe *croissance* versus *crédit subprime* a éclaté. *La crise* l'a dénoué. Croissance fuite en avant engendrée par le levier financier avec la prétention contradictoire d'annuler le risque tout en le rentabilisant, par l'annulation du facteur temps (le *tout-tout-de-suite*). Cette croissance n'est pas la construction de la maison de vie.

II- Crédit versus risque systémique

Avant la crise

- *crédit* ou pôle de la prise de risque par définition versus *risque systémique* ou pôle éliminatoire du risque par dogmatisme

Le paradoxe *crédit* versus *risque systémique* est le repère de lecture de la tension *risque de crédit* versus *support de risque* du levier financier : la focalisation du curseur sur le pôle systémique tend au risque zéro sans éliminer le profit, au contraire en le multipliant. Un risque zéro avec un profit à la clé n'est pas un paradoxe, mais un non-sens.

Pendant la crise

- *Crédit* ou pôle du facteur de confiance versus *risque systémique* ou pôle du facteur de stérilisation de la confiance par la dilution du risque dans le système avec sa commercialisation à outrance et sans lien avec le débiteur ni le risque
- *Crédit* ou pôle de confiance versus *risque systémique* ou pôle de stérilisation de la confiance par la construction d'un concept de *to big to fail* tel qu'on fera toujours tout pour le sauver quoi qu'il fasse (c'est un sophisme)

Le paradoxe est un repère de lecture du degré de colonisation financière du rapport de confiance, soit un repère fondamental de lecture de la crise qui montre que la confiance a disparu de l'économie colonisée, et que le principe de la souveraineté d'un Etat démocratique a été érodé.

Après la crise

Le paradoxe *crédit* versus *risque systémique* disparaît en tant que repère de lecture dans le *nouvel ordre*. Le risque systémique a pris le galon théorique de non-risque, en partie parce qu'il est trop important, en partie par sa dilution dans le bras de levier financier. Cette colonisation financière de l'économie par la capture du risque est caractéristique du nouvel ordre économique instable.

III- Confiance versus liquidité

Avant la crise

- *confiance* ou pôle de synthèse des valeurs occidentales dans l'économie versus *liquidité* ou son équivalent technique en termes financiers

Pendant la crise

- *confiance* ou pôle de synthèse ou résultante pratique des vertus de la culture occidentale versus *liquidité* ou pôle de l'expression technique de la confiance

Le paradoxe est le repère de lecture du collapsus de la crise. La crise porte le paradoxe à son paroxysme de tension. La FED a épuisé son potentiel de monétarisation en rachetant les dettes

de l'Etat. Cette politique novatrice (*Quantitative Easy I, II, III*) a placé l'économie sous perfusion en attendant que la confiance redémarre. Elle n'a pas remplacé la confiance.

Après la crise

Le paradoxe *confiance* versus *liquidité* est dénoué, faute de confiance et par dispersion de la liquidité, dans le *nouvel ordre*.

C'est aujourd'hui l'inconnue et ce type d'inconnue est caractéristique du *nouvel ordre*. Il n'est d'autre solution que de s'y adapter.

IV- Economie libérale (de marché) versus interventionnisme

Avant la crise

- *économie libérale* ou pôle des libertés individuelles en situation de concurrence versus *interventionnisme* ou pôle de la raison d'Etat

Pendant la crise

- *économie libérale (de marché)* ou pôle idéologique de la prospérité occidentale versus Le paradoxe *économie libérale (de marché)* versus *interventionnisme* demeure un repère de lecture pertinent dans le *nouvel ordre*.

Après la crise

- Le paradoxe, devenu plus aigu qu'avant *la crise*, touche à la contradiction. C'est que l'économie de marché, devenue ultra-libérale, est de nature financière. L'interventionnisme américain, massif, a fait ses preuves dans le sauvetage du monde financier (et non pas de l'ordre économique qui repose sur la confiance). Ce n'est pas le cas encore de l'interventionnisme européen, hésitant, incomplet, contradictoire. Le paradoxe noue sa tension corrélatrice entre ultra-libéralisme et interventionnisme, chacune des forces se repliant comme jamais sur son pôle. C'est la raison pour laquelle la tension est forte au point de la rupture (nouvelle crise majeure ou relance) avec pour conséquence une redistribution mondiale de pôles de croissance.

V- Souveraineté étatique versus intégration budgétaire et fiscale

Avant la crise

- *souveraineté étatique* ou pôle d'une identité et de son déploiement libre et indépendant dans une culture donnée versus *intégration budgétaire et fiscale* ou pôle d'une plus-value associative aux plans de la culture, de l'identité, des efforts et des ressources

Il est le repère de lecture de la dynamique d'intégration (en particulier de l'UE) et de la capacité des Etats composites (Etats-Unis, Suisse) à garantir et développer leur identité, leur culture et la dignité de leurs membres.

Pendant la crise

- *Souveraineté étatique* ou pôle de l'identité et de la culture d'un collectif de référence dénaturée par *la crise* versus *intégration budgétaire et fiscale* ou pôle de l'intégration figée par la crise et court-circuitée par des mesures financières

Après la crise

Le paradoxe *souveraineté étatique* versus *intégration budgétaire et fiscale* est un repère de lecture devenu, avec le *nouvel ordre*, révélateur de la volonté politique et populaire de passer à l'intégration maintenant, ou bien de vassaliser. Plus le temps passe et plus le curseur indiquera une tension de rupture. Le problème de la souveraineté, dont l'instrument est d'abord la fiscalité, est le plus sensible de l'UE (à moins que ce ne soit le chômage des jeunes, ce qui serait une considération saine propre à faire avancer la maison de vie).

VI- **Transparence versus finance de l'ombre**

Avant la crise

- *transparence* ou pôle de la confiance versus *finance de l'ombre* *shadow finance*, opérations *over-the-counter*) ou pôle du débridement de la finance hors cadre

Pendant la crise

- *transparence* ou pôle de vérité, d'authenticité, de sécurité, sceau de la confiance versus *finance de l'ombre* ou pôle de dérive paroxystique hors contrôle, hors contrainte, hors système, de la colonisation financière qui accapare et contamine les ressources institutionnelles et économiques

Après la crise

Le paradoxe *transparence* versus *shadow finance*, dans le *nouvel ordre*, est un repère de lecture de la lutte contre la colonisation financière et la corruption, dans un climat d'expansion généralisée de la banalisation et du mimétisme et d'absence toujours plus marquée d'une opinion responsable et engagée face à la montée en puissance de la finance de l'ombre.

VII- **Ordre juridique versus rapport de forces**

Avant la crise

- *Ordre juridique* ou pôle de la pratique consensuelle de l'état de droit, condition normative de l'économie de marché, et *rapport de force* ou pôle naturel de l'économie de marché en-dehors de tout cadrage

Pendant la crise

- *Etat de droit* ou pôle de référence des citoyens dans leur rapport entre eux et avec l'Etat que *la crise* remet en question sans qu'il soit dit, ni contesté versus *rapport de force* devenu pôle de la norme nouvelle
- *ordre juridique* ou pôle de la déclinaison pratique de l'Etat de droit et cadre d'évolution de l'économie de marché versus *rapport de force* qui a contaminé jusqu'à l'appareil judiciaire garant du rapport des droits et devoirs de citoyen à citoyen et de citoyen à Etat et produit de *la crise*

Après la crise

Le paradoxe est devenu le repère de lecture de la fracture ouverte dans la coopération mondiale par la redistribution des rôles de l'Etat-nation en faveur des plus puissants (ex. le monopole d'utilisation du \$ qui fait plier l'ensemble de la Planète bancaire et financière), le prétexte de la transparence fiscale, la mouvance des Grands clubs tels les G2, G8 et G20, et le déséquilibre sociétal provoqué par la montée en puissance du levier financier.

VIII- **Economie versus finance**

Avant la crise

- *économie* ou pôle de la vision responsable et à long terme du confort (du bonheur ?) versus *finance* ou pôle des outils à disposition de l'économie

Pendant la crise

- Le paradoxe *économie* versus *finance* est, dans *la crise*, le repère de lecture dédié à la polarisation de l'économie sur le pôle financier, ou de l'intensité de ce que nous avons appelé la colonisation financière de l'économie, ou encore de la mise en quarantaine de l'économie occidentale.

Le résultat est l'entrée en *déflation* de l'UE, en particulier des pays du Sud à commencer par la France, certains des PIIGS se sortant progressivement de leur ornière grâce à leurs courageuses réformes structurelles, mais au prix de la destruction partielle de la classe moyenne et de la remise en cause à court terme du processus d'intégration (sortie de la zone euro, ou bien intégration budgétaire et fiscale forcée, avec un paroxysme grec susceptible de devenir le schwarze Peter ?).

Après la crise

Le paradoxe *économie* versus *finance* est un repère pertinent de lecture, dans le *nouvel ordre*, de la tension de survie et non plus de la maison de vie.

IX- **Economie versus aléa moral (main invisible)**

Avant la crise

- *économie* ou pôle par essence quantifiable versus *aléa moral (main invisible)* ou pôle de l'éthique et de la finitude sur l'économie

Le paradoxe est le repère de lecture de l'intensité donnée à l'éthique et au principe de finitude dans la pratique économique.

Pendant la crise

- *économie* pôle de la prétention à la science positive (Vérité absolue) versus *aléa moral (main invisible)* devenu pôle du principe de précaution dans sa prétention à se substituer à toute contrainte morale et limitation métaphysique

Le paradoxe est le repère de lecture dans *la crise* de la tension utopiste que le principe de précaution au sens large a introduit dans l'économie par le biais de la finance. Il l'est aussi de la tension entre *savoir-faire* et *savoir-être* économiques dans la construction de la maison de vie.

Après la crise

Le paradoxe *économie* versus *aléa moral* n'est pas un repère pertinent dans le nouvel ordre, puisqu'il n'y a plus ni économie ni aléa moral. Cette absence marque la limite intrinsèque, bien que toujours repoussée, de la culture financière.

X- **Monnaie unique versus BCE versus différentiel de productivité**

Avant la crise

- *monnaie unique* par définition pôle de la volonté de fédération des Etats-membres de la zone euro (et indirectement des membres hors zone, ce qui crée un paradoxe à l'intérieur du paradoxe) versus *BCE* pôle de la fiction fédérative de l'UE versus *différentiel de productivité* à court terme qui est utilisée comme critère qualitatif de survie à long terme

Le paradoxe est un repère de lecture de la tension entre les différentiels de culture, de mentalité et donc de productivité, et la volonté de les annihiler. Il l'est également de la capacité de la zone euro à survivre et à se développer en l'état. Il l'est enfin de la volonté et du potentiel de se fédérer au sein de l'UE.

Pendant la crise

Avec *la crise* ce paradoxe est entré en zone de rupture. La monnaie unique contient tant bien que mal le différentiel de productivité devenu paroxystique. Les différentiels de mentalité, de culture, de moyens, ont franchi la limite du potentiel de fédération et sont à la limite possible du potentiel de coopération. Les perspectives d'éclatement, que ce soit pour se protéger ou pour prioriser la coopération, n'ont jamais été plus présentes.

Après la crise

Le paradoxe *monnaie unique versus banques centrales versus différentiels de compétitivité* devient un repère de lecture privilégié de l'état du *nouvel ordre*. Il livre l'indication d'une tension paroxystique latente entre réalité économique et voile financier, une tension à la fois thérapeutique et trompeuse. L'avantage de la sous-pondération, comme le désavantage de la surpondération, pour les pays à forte (Allemagne, etc.) et à faible compétitivité (France, etc.), vont s'exacerber jusqu'à forcer la rupture du système, sauf intégration budgétaire et fiscale. Le nouvel ordre comprend la résolution de cette problématique. Dans le court terme. La divergence entre les politiques de la FED et de la BCE va s'accroître, entraînant la faiblesse structurelle de l'euro, ce qui renforcera d'autant la disparité entre Nord et Sud et, partant, les tensions ci-dessus. La zone euro a atteint sa limite extrême de compensation artificielle des différences.

XI- **Sphère privée versus fiscalité versus transparence**

Avant la crise

- *Sphère privée* pôle de la dignité de la personne - *fiscalité* pôle de la souveraineté de l'Etat en tant que collectif de référence des individus - *transparence* pôle du rapport de confiance de l'individu et du collectif de référence

Le secret bancaire, avant que son utilisation ne soit détournée de ses objectifs aux Etats-Unis dès les années 2000, a été la protection de la sphère privée, de l'intime et de la dignité, telle que la culture les avait ancrés au plus profond de la mentalité suisse. Cette culture est celle de la discrétion au sens du respect de la personne et du consensus naturel dans la confiance. Elle caractérise une collectivité libre, indépendante, neutre, que cimentent la proximité et l'égalité politique des individus qui la composent à tous les niveaux de l'échelle sociale.

Le paradoxe *sphère privée* versus *fiscalité* versus *transparence* est le repère de lecture de l'hygiène du rapport à long terme de l'Etat démocratique avec ses administrés.

Pendant la crise

Sphère privée coquille de protection fracturée dans l'intime, cœur de la dignité - *fiscalité* prétexte au pillage étatique au mépris de toute règle et de toute réciprocité - *transparence* pôle d'instrumentalisation et leurre de la souveraineté étatique et de la dignité de la personne

Le paradoxe est le repère de lecture de l'instrumentalisation prolongée du *Patriot Act* dans le but de faire rentrer de l'argent à bon compte, d'affaiblir en passant la concurrence étrangère, par exemple les banques suisses qui sont les premières du monde en matière de gestion de fortune, et de détourner l'attention des problèmes de fond, notamment l'impossible et scandaleux endettement intergénérationnel, de la lâcheté politique des déficits budgétaires structurels et de l'engluement mou dans les marais de la corruption ou des fanatismes.

Après la crise

Le paradoxe *sphère privée* - *fiscalité* - *transparence* est un repère de lecture décisif du *nouvel ordre*. La diminution de sa force de tension mesure l'emprise grandissante du pôle *transparence* sur les pôles *fiscalité* et *sphère privée*. Il s'agit ou bien de la *marque* d'une confiance retrouvée, ou bien d'un *prétexte* à la colonisation financière. A ce stade le *nouvel ordre* est caractérisé par la *transparence prétexte*.

XII- Le paradoxe helvétique : prospérité versus crise institutionnelle

Il n'est pas naturellement d'axe paradoxal helvétique *prospérité* - *crise institutionnelle*, mais plutôt rapport de causalité réciproque.

C'est avec *la crise* que ce rapport de causalité exceptionnel est devenu paradoxe.

Le paradoxe, depuis *la crise*, positionne en tension de corrélation :

- *prospérité* pôle de l'exception durable versus *crise institutionnelle* pôle du luxe de l'enfant gâté

L'influence du pôle *crise institutionnelle* ne devrait pas être décisive pour l'avenir du pôle *prospérité*.

La tension de corrélation entre les deux pôles est la dynamique positive qui permet à la Suisse de repositionner ses fondamentaux dans une stratégie de *coopération* qui ne fonctionne que dans le respect de la dignité des protagonistes. Il ne faut pas laisser le curseur se distancer du pôle prospérité, et se concentrer sur le pôle institutionnel, car alors la Suisse, dès la crise institutionnelle, entrerait rapidement en crise économique et n'aurait plus le moyen de ses Institutions ni, partant, de sa prospérité. Transformer la dynamique de corrélation *prospérité* - *crise institutionnelle* en dynamique de corrélation *prospérité* - *Institutions* est le moyen et la mesure d'une solidarité à reformuler entre le politique et l'économie.

La condition est le retour à la *coopération* digne et souveraine en lieu et place de la poursuite de la capitulation par excès de juridisme naïf. Le temps presse en raison même de l'instabilité du *nouvel ordre économique instable*, dont l'instabilité est aussi facteur d'opportunités - jusqu'à un certain point.

DES PISTES POUR CONCLUSION

Après les crises du crédit, de la confiance, de l'endettement, du principe de vérité, du Cheval de Troie et du principe de souveraineté, du couple franco-allemand qui s'est mis dans une situation illégitime, du principe de solidarité et de sa mise en œuvre par la dynamique de la coopération, la *crise financière* a

fini par se figer dans un *rapport de force*, qui se révèle un équilibre économique de nature financière et donc intrinsèquement instable après les années de *coopération* de l'Après deuxième guerre mondiale. Sa caractéristique est qu'il provoque l'instabilité et qu'il s'en nourrit, renforçant la différence sociale et politique, et généralisant l'injustice.

L'heure de vérité sonnera sous la pression des marchés financiers dès 2015-2016 lorsqu'il s'agira et de se refinancer à des taux d'intérêt en augmentation rapide dans une dynamique de relance par l'inflation du côté des Etats-Unis, et dans une rupture déflationniste du côté de l'UE tombé dans la trappe de la cavalerie des traites financières. L'heure de vérité en général sonnera avec la culture qui prévaudra. La culture financière de la cupidité et du *tout-tout-de-suite* d'une oligarchie internationale, ou la culture à long terme de la construction de la maison de vie. Le défi de la finance aura été pendant la crise de maintenir sous perfusion l'économie, après l'avoir mise dans le coma en brisant le *principe de confiance* qui synthétise en pratique les valeurs de la culture occidentale. Le traitement s'est déroulé au prix de compromissions intergénérationnelles comme le poids de l'endettement des Etats, le chômage de longue durée (en particulier des jeunes) et la pénétration de la finance colonisatrice de l'économie. Le défi de la Suisse est de retrouver la dignité de la *coopération* avec ses principaux partenaires et de se faire respecter avec son identité, sa mentalité et sa culture. Elle en a les moyens.

Le contexte du nouvel ordre économique instable est celui du *rapport de force*, et non plus celui de la *coopération*. Il peut encore être celui de l'intégration relancée (UE). À trop attendre, le destin outre-Atlantique basculera sur le Pacifique au détriment de l'Europe, sans nécessairement compromettre la maison de vie helvétique.

La première urgence est le recyclage des chômeurs, à commencer par les jeunes, et le risque immédiat est cet absolutisme bien connu qui naît de la frustration et mène aux fanatismes religieux (islamisme et littéralismes chrétien et juif) ou racismes et fascismes (nazisme, soviétisme) et leurs résurgences, en bref le "*corruptisme*" (corruption morale de la société) par éclatement de la classe moyenne à l'occidentale. Le défi de la Suisse est de retrouver sa dignité dans la relation avec ses premiers partenaires, de demeurer fidèle à son identité et de reprendre l'initiative de la coopération avec ses partenaires.

ANNEXE : CHRONOLOGIE

- 1- INTRODUCTION**
- 2- PHASE 1 (WALL STREET). LA GRANDE RÉCESSION. DU CRÉDIT TOXIQUE À LA CRISE DE LIQUIDITÉ. RUPTURE DU PRINCIPE DE CONFIANCE**
- 3- PHASE 2 (WALL STREET). DU NÉOLIBÉRALISME À L'INTERVENTIONNISME. RUPTURE DU PRINCIPE DE VÉRITÉ**
- 4- PHASE 3 (CHEVAL DE TROIE). CRISE DE LA DETTE. RUPTURE DU PRINCIPE DE SOUVERAINETÉ**
- 5- PHASE 4 (CONCUBINAGE FRANCO-ALLEMAND). RUPTURE DU PRINCIPE DE SOLIDARITÉ**

La Peste (puisqu'il faut l'appeler par son nom),
Capable d'enrichir en un jour l'Achéron,
Faisait aux animaux la guerre.
Ils ne mouraient pas tous, mais tous étaient frappés.⁵

Concéder l'indépendance aux colonies (souvent après les y avoir fort peu préparées) a rarement fait changer d'avis leurs anciens maîtres : ils se perçoivent toujours comme «ceux qui savent». La mentalité colonialiste est restée la certitude de savoir mieux que les pays en développement ce qui est bon pour eux. (Joseph Stiglitz, la Grande Désillusion).

Les hommes n'imaginent pas qu'on puisse leur infliger les malheurs qu'ils trouvent tout naturel d'infliger à autrui. Mais quand cela se produit en fait, à leur propre horreur, ils trouvent cela naturel : ils ne trouvent au fond de leur cœur aucune ressource pour l'indignation et la résistance contre un traitement que leur cœur n'a jamais répugné à infliger. (Simone Weil, l'Enracinement).

[les gens] ne font confiance ni à leurs yeux, ni à leurs oreilles, mais à leur seule imagination, qui se laisse séduire par tout ce qui est à la fois universel et cohérent en soi-même. (Hannah Arendt, La crise de la culture)

⁵ DE LA FONTAINE Jean, *les animaux malades de la peste*